

# Le personnel de L'Avenir toujours dans le flou

« Nous exigeons que le plan rédactionnel soit retravaillé au départ d'objectifs clairs. »

Les syndicats

**6** Le conseil d'entreprise extraordinaire de ce jeudi était déjà le sixième depuis l'annonce du plan de restructuration au sein des Éditions de L'Avenir.

## LES SYNDICATS QUITTENT LA SEANCE

### • La Rédaction

La tension est montée encore d'un cran hier au sein des Éditions de L'Avenir. Les représentants du personnel, CNE, SETCa et Association des Journalistes professionnels ont quitté le conseil d'entreprise extraordinaire en demandant à la direction « de revenir avec un projet crédible ».

Cette 6<sup>e</sup> séance de la phase d'information depuis l'annonce, le 23 octobre, de la volonté de la direction de se séparer de 25 % du personnel, soit 60 équivalents temps plein sur 280 travailleurs, a confirmé le point de blocage.

« Le plan que vous proposez ne

nous convainc pas, tant du point de vue de l'organisation que de la répartition des emplois. De plus, il ne nous garantit pas de sortir un produit de qualité par la suite », ont fait savoir les représentants du personnel.

« La direction a présenté une espèce d'organigramme. En l'analysant, nous nous sommes rendu compte qu'il ne répondait pas à la question de savoir comment nous allons faire notre métier avec 25 % d'effectifs en moins », indique ainsi un syndicaliste.

Si le management team des Éditions de L'Avenir est bien revenu autour de la table avec quelques détails chiffrés sur les licenciements envisagés, service par service, le plan rédactionnel qui de-

vrait suivre le plan de restructuration est encore très loin d'être clair, estiment syndicats et AJP. Ils exigent donc que ce plan soit « retravaillé au départ d'objectifs clairs ».

Si c'est le cas, celui-ci sera débattu au prochain conseil d'entreprise extraordinaire lundi matin et transmis au personnel dans la foulée. Un personnel qui, hier en assemblée générale, a manifesté son émotion et sa colère. Si l'option d'actions plus dures n'a pas été retenue cette fois, il n'est pas exclu que ce soit le cas la semaine prochaine si les travailleurs n'y voient pas plus clair quant au sort que leur réserve la direction. ■

## Les dessinateurs de presse en 1<sup>re</sup> ligne

Un groupe média qui vire ses journalistes et son personnel, ça ne laisse jamais de marbre les dessinateurs de presse. Un pour tous, tous pour un et toujours les premiers à soutenir la

liberté et le pluralisme de la presse.

La preuve : à la suite de l'annonce du plan de restructuration qui frappe Les Éditions de L'Avenir (60 équivalents temps plein sur 250), ils ont répondu présent à l'appel de « notre » Jacques Sondron, et accepté de croquer la situation.

Cinquième de cette série acérée, celui de JacPé, graphiste et illustrateur bruxellois spécialiste du dessin humoristique. Il a collaboré à de nombreuses publications professionnelles et bosse en tant que cartooniste depuis 1997 dans l'hebdomadaire satirique *Père Ubu*.

[www.presscartoon.com](http://www.presscartoon.com)

## « Ne pas savoir, c'est le plus dur et le plus cruel »

Réuni hier en assemblée générale, le personnel était partagé entre colère et désarroi face aux réponses à la fois floues et violentes de la direction.

### • La Rédaction

« Cela fait maintenant plus de trois semaines que l'annonce a été faite et les gens commencent à être à bout. Il y a de la colère mais aussi des gens qui craquent, qui pleurent dans les couloirs... Et tout ce qu'on nous présente c'est ce "plan" d'une violence inouïe et

totalement irréaliste pour envisager de pouvoir encore réaliser un journal de qualité ! »

Ce sentiment partagé par un journaliste donne le ton d'une assemblée générale du personnel qui était très chargée en émotions, ce jeudi après-midi, à l'issue

d'un nouveau conseil d'entreprise extraordinaire.

Durant une bonne partie de la journée, le personnel s'est rongé les sangs en espérant qu'il sortirait des réponses claires de cette sixième réunion d'information entre les représentants du per-

sonnel et la direction. Cette dernière avait en effet promis, lors de la réunion précédente, de revenir avec des éléments concrets, une

vision claire et précise quant à son « plan de redéploiement » de l'entreprise.

Pour toute réponse, il n'a eu que des colonnes de soustractions. Celles des têtes qui doivent tomber. Service par service. Des gens seront délogés, mais qui ? Pas de réponse. D'autres seront déplacés dans d'autres services (et rédactions régionales). Qui et où ? Pas de réponse.

« Depuis l'annonce de ce plan de restructuration/redéploiement, on est dans l'incertitude, dans le flou le plus complet. Et plus on avance, moins ça devient clair, se désole un membre du personnel. On espérait que le conseil d'entreprise de ce matin allait enfin nous permettre d'y voir plus clair et ce n'est pas du tout le cas. On a l'impression qu'en face de

nous, la direction a son idée bien précise et que ça ne sert à rien de négocier. »

**« On est dans l'incertitude, dans le flou le plus complet. Et**

**plus on avance, moins ça devient clair. »**

Depuis le 23 octobre, le personnel a pris l'option de ne pas se laisser déborder par l'émotion légitime provoquée par un licenciement aussi massif. Il a privilégié une approche d'information et d'explication envers ses lecteurs qui, inévitablement, subiront aussi les effets d'une restructuration dont on voit mal comment elle pourrait leur apporter plus avec moins de moyens.

« Mais dites-moi dans quelle autre entreprise le personnel ne débraye pas quand il apprend qu'on vire un quart du personnel ?! », s'emporte un employé. La colère s'installe. Mais raison est gardée une fois de plus. Une fois encore le personnel a décidé de donner l'occasion aux membres de la direction de revenir avec une nouvelle présentation. Qui sera forcément amère – personne n'est dupe – mais qui pourrait au moins être « buvable », espère-t-il.

« Mais si rien ne bouge d'ici lundi midi, si la direction ne dépose pas un projet crédible et ne revoit pas à la baisse le nombre d'équivalents temps plein dont elle veut se séparer, on va devoir hausser le ton, explique un journaliste. Jusqu'ici, nous sommes restés très pros, très patients. Mais visiblement, Jos Donvil, le CEO, et Stéphane Moreau, le président du CA, s'en moquent. Il y a des travailleurs qui n'en peuvent plus de cette violence, de se faire traiter de personnes non rentables. Nos lecteurs comprendront. Ils nous soutiennent depuis le début. »

« Le personnel reste mobilisé, c'est indéniable, note un ancien de la maison. Mais une grande tristesse s'installe, avec beaucoup de fatigue car ce combat est tellement épuisant ! J'ai vu des collègues pleurer, d'autres s'enlacer pour se reconforter. Ne pas savoir, c'est le plus dur et le plus cruel. Alors qu'on pourrait mettre toute cette énergie au service du lecteur. Quel gâchis ! » ■

## LA POSITION DU MANAGEMENT

### « Indispensable pour garantir un futur »

La direction des Éditions de l'Avenir a aussi réagi de son côté à la rupture prématurée des discussions, hier, en conseil d'entreprise extraordinaire. Dans une communication directe au personnel, le management team a présenté sa « vision stratégique » et rappelé que depuis le début de la phase d'information et de consultation dans le cadre du plan Renault, il a déjà répondu « avec le plus de clarté et de précision possible » à quelque 140 questions.

Malgré le fait que les représentants du personnel ont quitté la séance avant son terme, la direction indique rester « à leur disposition pour examiner et répondre aux questions additionnelles ou aux propositions qu'ils voudraient encore nous transmettre. »

Dans le mail envoyé au personnel, la direction rappelle par ailleurs les raisons pour

lesquelles ce « plan de transformation » est essentiel « afin de créer un futur long terme pour notre journal ».

Car, rappelle-t-elle, d'un point de vue économique, le constat financier est indéniable : « Malgré nos efforts, nos coûts continuent à augmenter et nos recettes diminuent. Il est indispensable d'appliquer ce plan de transformation pour retrouver une situation financière saine. Si nous ne faisons rien, ce serait une perte de 5 millions en 2022. »

La direction rappelle également la nécessité de s'adapter au « changement majeur » du mode de consommation de l'information par les lecteurs et de l'évolution du marché des médias pour les annonceurs. « Nous devons en tenir compte dans notre future organisation, en continuant à soutenir et faire évoluer les produits papier tout en développant les nouveaux produits digitaux. »

La direction justifie par ailleurs sa décision de remettre en question le mode de fonctionnement de l'entreprise et d'établir « un plan d'actions ambitieux » par la nécessité de faire face à l'érosion du lectorat dans un marché réduit et dans un contexte de hausse du coût de production de l'information.

La stratégie pour y parvenir ? Dans son communiqué, la direction avance plus d'une dizaine d'éléments. En tête desquels une réduction des effectifs et donc de la masse salariale. Elle promet par contre des budgets d'investissements « conséquents » pour une digitalisation accrue de l'entreprise et de ses produits.

Autres pistes avancées pour concrétiser sa « vision stratégique » : mutualisation des forces, compétences et systèmes communs au sein du pôle Telco-Média, auto-

matisation des tâches les plus répétitives ne délivrant pas de valeur ajoutée, réorganisation de la rédaction dans son mode de fonctionnement selon le modèle « digital-print », réorganisation des services commerciaux, renforcement des collaborations multi-départementales, augmentation des synergies Telco-Média, sous-traitances, automatisation et digitalisation des flux de travail et des services aux clients...

La direction assure que son souhait reste « de mettre en œuvre ce plan de transformation, ensemble avec les représentants du personnel, les cadres et les membres du personnel ». Elle termine en affirmant que si « la période difficile que nous traversons » est « humainement très lourde », elle est néanmoins « indispensable pour garantir un futur à notre entreprise ». ■

# La motion continue son parcours dans les Communes « Publifin »

**Des Communes actionnaires de Publifin ont commencé à se prononcer pour une sortie des Éditions de l'Avenir de Nethys. Et... ?**

## • La rédaction

Juste derrière la Province de Liège, le premier actionnaire de l'intercommunale Publifin, il y a 75 Communes. Soit approximativement l'ensemble des Communes des arrondissements de Huy, de Waremme, de Verviers et de Liège.

Il y a une dizaine de jours, la régionale Écolo de Huy-Waremme a été la première à déposer une motion de soutien aux Éditions de l'Avenir, filiale à 100 % de Nethys, elle-même filiale de Publifin. Depuis, elle a fait des (tout-) petits.

## Villers-le-Bouillet, Wanze, Huy : ça passe

Les conseillers écolos de Villers-le-Bouillet ont en effet soumis un texte permettant au conseil communal d'exprimer « son désaccord avec les décisions annoncées par le management de Nethys en date du 23 octobre 2018 relativement aux Éditions de l'Avenir (NDLR : le plan prévoyant le départ de 25 % du personnel) » et de prendre posi-

tion « en faveur d'une sortie immédiate des Éditions de l'Avenir du groupe Nethys, par exemple au travers d'une reprise par un outil wal-

**« Une preuve supplémentaire, s'il en fallait encore une, que la maison Publifin n'est toujours pas assainie »**

lon, dans le cadre d'une opération de portage régional. »

Motion adoptée à Villers-le-Bouillet (accord de chaque groupe et abstention de 3 PS sur 4), à Wanze et à Huy. Dans ces deux dernières Communes, on l'a déjà rapporté dans nos colonnes, les bourgmestres socialistes Christophe Lacroix et Christophe Collignon ont soutenu la motion avec leur groupe.

À Seraing, lundi soir, le discours n'était pas le même : le PS et le MR ont voté contre et le cdH s'est abstenu. Seul le PTB a rejoint Écolo sur le texte de sa motion.

## Seraing : ça cale

Là où le socialiste Christophe Lacroix se disait indigné de voir les recommandations de la commission d'enquête Publifin « baffouées » par l'intercommunale liégeoise, raison pour laquelle il soutenait la motion d'Écolo, les arguments d'Alain Mathot à Seraing ne sont pas les mêmes : « Le bourgmestre considère qu'on ne peut pas imposer à un conseil d'administration ce qu'il doit faire. Il évoque la

possible illégalité d'une motion comme la nôtre. Il vaut donc mieux, selon lui, ne pas voter quelque chose d'illégal », raconte Paul Ancion, conseiller communal écolo à Seraing. « Or, une motion, c'est juste une requête, des doléances. Je ne saisis pas bien l'argument », poursuit l'écolo sérésien.

Au MR, l'argument avancé à Seraing et ailleurs, est celui de l'argent public. Puisque la motion propose d'opter pour un portage des Éditions de l'Avenir par la Région wallonne, il s'agit d'un passage de relais de Nethys à la Région. « Ça reste une gestion par du public et le MR ne voit donc pas en quoi la situation serait meilleure. Mais il n'y a pas eu de réelle argumentation », ajoute Paul Ancion, député de voir que sa Commune, 3<sup>e</sup> actionnaire de Publifin, ne veut pas peser sur le processus de décision. « Une preuve supplémentaire, s'il en fallait encore une, que la maison Publifin n'est toujours pas assainie », conclut le conseiller, qui est aussi coprésident de la régionale Écolo de Liège.

## Liège : le poids lourd

Mais c'est peut-être justement parce que Seraing fait partie des actionnaires « lourds » qu'elle ne veut pas céder sur ce terrain-là. Qu'en est-il dès lors à Liège, 2<sup>e</sup> actionnaire de l'intercommunale ?

Là aussi, Écolo avait la motion dans ses cartons lors du dernier conseil communal. « Mais on était en affaires courantes, juste après les

élections », explique Quentin Le Bussy, conseiller communal écolo à Liège. Et les négociations pour une éventuelle majorité avec le PS étaient toujours en cours.

La motion sera donc déposée. Mais on ne sait pas encore quand elle sera soumise au vote. Le prochain conseil, le 3 décembre, sera consacré à l'installation de la nouvelle assemblée issue des élections du 14 octobre. Mauvais timing. Reste à savoir si ça restera utile lors du conseil communal suivant.

## Verviers : le relais

Et à Verviers ? L'écolo Jean-Sébastien Mahu applaudit l'idée de ses collègues de la régionale Huy-Waremme.

« C'est une excellente sortie. On est contre la concentration et le regroupement des médias. C'est important d'avoir une offre diversifiée et Nethys n'est clairement pas le genre de système qu'on affectionne chez Écolo. On ne voit pas d'un bon œil la gestion qui est mise en place », dit-il.

Il verra s'il peut porter à son tour la fameuse motion, d'abord devant ses propres instances et ensuite au conseil communal. ■

## « Les motions, ça ne sert à rien »

Ceux qui ne soutiennent pas la motion d'Écolo ne sont pas d'office contre le principe d'un soutien aux Éditions de l'Avenir. « Je ne suis pas pour les motions de manière générale, parce que ça ne sert à rien », explique un conseiller communal socialiste. « Je

préférerais agir auprès de nos représentants dans les instances de Publifin. »

Pourquoi pas lors de l'assemblée générale de l'intercommunale, qui se tient précisément ce

30 novembre ? Les mandataires

qui représentent les Communes à l'AG ne devront pas se prononcer uniquement sur la nouvelle dénomination de Publifin (Enodia). Le 2<sup>e</sup> rapport d'évaluation du plan stratégique 2017-2019 sera lui aussi soumis à approbation. Si les motions d'Écolo votées dans les conseils

communaux restent un signal intéressant, le vrai moyen de pression des Communes actionnaires reste donc ce vote du plan stratégique.